



## Westminster & City News

NUMÉRO 6

Du 8 au 14 février 2019

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**Le gouvernement veut surtaxer l'achat de logements par des non-résidents** – Selon le gouvernement, l'achat de logements par des non-résidents contribue à l'augmentation des prix pour les résidents du Royaume-Uni. Inquiet des obstacles que cela pourrait présenter pour l'accès à la propriété par un plus grand nombre de personnes, le gouvernement réfléchit à la mise en place d'une surtaxe de 1% sur les droits de timbre sur les terrains (*Stamp Duty Land Tax*) applicable aux non-résidents (personnes physiques et certaines personnes morales) du Royaume-Uni qui souhaiteraient acheter des propriétés résidentielles en Angleterre et en Irlande du Nord. La surtaxe s'appliquerait à l'achat d'une propriété résidentielle en propriété franche ou à bail. Une [consultation](#) est lancée jusqu'au 6 mai.

**Les *councils* anglais sont acculés par les coupes budgétaires et la diminution des dotations du gouvernement** – Selon une [étude](#) du think tank *Local Government Information Unit* (LGIU), les recettes supplémentaires générées par les hausses de la taxe d'habitation locale en 2019 ne seraient pas suffisantes pour compenser la réduction des subventions du gouvernement aux autorités locales. 53 % des autorités locales comptent puiser dans leurs réserves et 57 % envisagent de céder une partie de leurs actifs. Les *councils*, dont les subventions gouvernementales ont baissé d'environ 40 % ces huit dernières années, sont aujourd'hui contraints de restreindre le périmètre et la qualité des services municipaux offerts. Les services sociaux, de santé et d'éducation sont les plus touchés.

**Le *Universal Credit* a entraîné une hausse du recours aux banques alimentaires** – Interrogée au Parlement, la ministre du Travail et des Retraites Amber Rudd a reconnu que la mise en œuvre du *Universal Credit* avait entraîné une hausse du recours aux banques alimentaires, en raison des difficultés éprouvées par certains usagers à percevoir leurs aides à temps. Selon le *Financial Times* les bénéficiaires doivent en effet attendre cinq semaines avant de percevoir le premier versement. A. Rudd a souligné que plusieurs changements avaient été réalisés afin de remédier à ce problème, notamment en versant deux semaines d'allocation logement supplémentaires aux usagers avant la migration vers le nouveau système. Créé en 2013, le *Universal Credit* fusionne six aides sociales (enfance, logement, chômage et revenus de solidarité) en un versement mensuel unique.

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

**Le PIB a crû de 0,2 % au T4, portant la croissance à 1,4 % en 2018** – Selon l'[ONS](#), la croissance est ainsi à son niveau le plus bas depuis 2009. Côté production, le secteur des services est le seul à contribuer positivement à la croissance (+0,35 p), l'industrie manufacturière (-0,15 p) et la construction (-0,02 p) ayant toutes deux diminuées durant le T4. Ces résultats découlent principalement de la baisse de la production dans le secteur pharmaceutique (secteur volatile) et de la diminution des contrats d'entretien et réparation. Côté dépenses, la croissance a été tirée par les dépenses publiques (+0,25 p) et la consommation des ménages (+0,27 p), qui a crû à un rythme similaire à celui des salaires, suggérant un taux d'épargne inchangé au T4, tandis que la variation des stocks (-0,17 p) et l'investissement des entreprises (-0,25 p) ont contribué négativement à la croissance. La baisse de l'investissement des entreprises pour le quatrième trimestre consécutif illustre les effets de l'incertitude liée au Brexit sur l'activité.

**L'inflation s'est établie à 1,8 % en janvier 2019, après 2,1 % en décembre 2018** – L'[indice](#) des prix à la consommation a évolué conformément aux prévisions. Cette baisse découle une nouvelle fois de la chute des prix énergétiques, qui ont contribué à hauteur de 0,09 p à la hausse des prix contre 0,38 p le mois précédent, en raison de l'introduction par l'Ofgem d'un prix-plafond sur l'électricité et le gaz naturel et de la moindre hausse du prix des carburants (0,7 % en janvier contre 3,4 % en décembre). La contribution des prix énergétiques pourraient cependant augmenter durant les prochains mois avec la révision du prix-plafond. L'inflation sous-jacente est quant à elle restée stable à 1,9 %, après une hausse de 0,1 p le mois précédent. L'inflation des prix alimentaires est cependant passée de 0,7 % en décembre à 0,9 % en janvier et pourrait atteindre 2 % cet été. Il est peu probable qu'une évolution soudaine du taux de change ait un impact significatif sur l'inflation sous-jacente, compte tenu du fait que la majeure partie des entreprises ont augmenté leurs stocks et se sont protégées contre les risques de change.

## **COMMERCE ET INVESTISSEMENT**

**Le déficit commercial britannique a augmenté de 8 Md£ en 2018** – Selon l'[ONS](#), cette variation résulte d'une hausse de 2 % des exportations de biens et services qui n'a pas intégralement compensé l'augmentation de 3 % des importations. Les données en prix réels confirment cette tendance (+0,2 % pour les exportations contre +0,8 % pour les importations) et montre que l'évolution des prix a contribué également à la dégradation du solde (+1,7 % pour les exportations et +2,4 % pour les importations). En 2018, le solde commercial du RU s'établit ainsi à -32 Md£ en prix courants, soit son plus haut niveau depuis 2010. Le creusement du déficit découle principalement d'une baisse de 6,6 Md£ de l'excédent des services, tirée par la hausse des importations de voyages, transports et services aux entreprises, tandis que la hausse de 1,8 Md£ du déficit pour les biens soutient cette dynamique, principalement avec les pays tiers. Les importations d'hydrocarbures ont notamment augmenté de 8 Md£ mais ont été partiellement compensées par la baisse des importations de matériels de transports (aéronautique).

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### **BREXIT**

**2 000 emplois financiers devraient être transférés ou créés à l'étranger d'ici la sortie du RU de l'UE** – Ce nombre, avancé dans la dernière enquête [Reuters](#), est en forte baisse par rapport aux chiffres du mois de septembre 2018 (5 766 postes) et du mois de septembre 2017 (9 777 postes). Alors que la plupart des entreprises continuent de se préparer au scénario d'une sortie sans accord, beaucoup attendent l'issue des négociations au Parlement britannique pour prendre leurs décisions. Sur les 169 banques, gestionnaires d'actifs, assureurs, agences de notation approchés par Reuters, 90 ont déclaré qu'elles devraient déplacer du personnel ou restructurer leur entreprise à cause du Brexit et 59 ont indiqué que le Brexit n'aurait aucun impact. Certaines des entreprises interrogées ont avancé des estimations de coûts de planification du Brexit (allant jusqu'à 300 M£ pour les banques, 4M£ pour les assureurs et 2,5 M£ pour les gestionnaires d'actifs). Les banques interrogées s'attendent à ce que 1350 emplois soient déplacés ou créés dans l'UE d'ici la fin mars 2019.

### **RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE**

**La FCA s'inquiète d'une possible recrudescence des abus de marché et délits d'initiés** – Dans une [intervention](#) devant l'AFME, Julia Hoggett, directrice de la surveillance des marchés à la FCA, a alerté les banques sur la nécessité de renforcer leurs vigilances à l'égard de leurs personnels, y compris leurs grands dirigeants, qui pourraient être responsables de manipulation ou de divulgation d'informations confidentielles. Dans le contexte où certaines banques envisagent de transférer une partie de leurs activités sur le continent en raison du Brexit, la FCA craint que ces transferts ne soient pas soumis à un contrôle suffisant et que les cas de délits d'initiés et d'abus de marché ne se multiplient. A ce jour, seul un cas de délit d'initiés a été poursuivi par la FCA au cours des trois dernières années. Néanmoins, J. Hoggett affirme que les cas de soupçons auraient atteint leur plus haut niveau en 8 ans. Ils concerneraient des situations de manipulation de cours d'actions de sociétés cotées, ainsi que des cas de cyber-attaques ou de manipulations algorithmiques sur les marchés.

**Les entreprises britanniques sont trop peu nombreuses à investir dans des fonds de pensions « verts »** – L'[enquête](#) de l'ONG britannique ShareAction, portant sur les 25 plus grandes entreprises du FTSE 100 (17,5Mds £ de fonds de pension sous gestion) rapporte les bons résultats des grandes banques britanniques en matière d'investissements dans des fonds de pension durables. HSBC est l'entreprise la plus engagée, après avoir réduit la

part de ses investissements polluants en faveur d'investissements alternatifs qui constituent désormais 90% de son portefeuille. Ainsi HSBC contribue au LGIM Future World Fund qui investit dans des sociétés qui émettent 30% de CO<sup>2</sup> de moins que la moyenne. Aviva, Barclays et RBS sont également cités parmi les bons élèves. L'ONG souligne que beaucoup d'entreprises britanniques peinent encore à respecter les standards attendus en matière de finance verte et qu'elle maintiendra la pression sur ces dernières, répondant ainsi à l'appel du comité pour l'environnement du Parlement pour une économie plus en phase avec les changements climatiques.

## BANQUES

**La gestion des espèces doit être soumise à une refonte complète** – L'association de consommateurs *Which* ? souhaite que soit créée une autorité de régulation des espèces dédiée pour assurer une protection adéquate aux 25M de personnes qui sont encore fortement dépendantes des paiements en espèces. Le *Payment System Regulator* (filiale de la FCA en charge des systèmes de paiement) et le [Treasury Select Committee](#) du Parlement s'interrogent, quant à eux, sur la viabilité du système de gestion des espèces. L'entretien des distributeurs automatiques de billets (DAB) est un des sujets de préoccupation, dans un contexte où les paiements sans contact sont en constante progression. Le Trésor a souhaité rassurer en confirmant l'importance de maintenir les paiements en espèces pour les populations les plus vulnérables. UK Finance a pour sa part rappelé que les banques avaient conclu des accords avec les bureaux de poste pour poursuivre la fourniture de services bancaires de base et que les investissements dans les DAB des zones rurales seraient maintenus.

## FINTECH

**Monzo se lance dans les comptes d'entreprise pour accroître ses revenus** – Les premiers tests seront lancés auprès d'une centaine de candidats avant un déploiement plus large, y compris auprès des PME, d'ici la fin 2019. Monzo espère pouvoir accroître ses revenus en proposant des comptes aux entreprises qui, contrairement aux comptes personnels (gratuits), seront sujets au paiement des frais relativement peu élevés. Monzo souhaiterait par ailleurs que ses comptes soient plus systématiquement utilisés par les clients pour y déposer leurs salaires, lui conférant ainsi plus de flexibilité pour la délivrance de prêts. Monzo a levé plus de 100 M£ lors d'une importante levée de fonds à la fin 2018 et sa valeur est estimée à plus de 1 Md£.

**Les investissements dans le secteur de la Fintech ont fortement augmenté en 2018** – Les [données](#) d'Innovate Finance (association de la communauté Fintech au RU) révèlent que les investissements Fintech ont atteint 2,6 Md £ en 2018 (+ 18% par rapport à 2017). Le capital-investissement a augmenté de 57 % (1,2Md £) alors que le capital-risque ont légèrement diminué, confirmant une progression rapide des entreprises de la Fintech du statut de *start-up* au statut de *scale-up*. Le RU reste par ailleurs très attractif pour les investisseurs internationaux malgré l'incertitude liée au Brexit avec 50 % des 2,6 Md £ d'investissements provenant de l'étranger (US et UE). Londres a accueilli plus de 80 % des *start-ups* Fintech l'an dernier (couvrant 90% du capital investi) et se place au 3<sup>e</sup> rang mondial du financement des technologies de l'information et de la communication, derrière la Chine et les États-Unis. Les principaux bénéficiaires de ces financements au RU sont les banques numériques (Monzo, Revolut), les entreprises de gestion de patrimoine, les prêts et financements alternatifs, la *blockchain* et les crypto-actifs.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Robin Fournier, Laura Guenancia et Marianne Carrubba

Revu par : Marianne Carrubba

Version du 14 février 2019